

CAHIER DES CHARGES

I. Informations générales

Intitulé de la mission	ÉTUDES SOCIO-ECONOMIQUES POUR LA REHABILITATION DU MARCHÉ DE JEREMIE ET LA CONSTRUCTION DU MARCHÉ RELAI II AUX CAYES
Bénéficiaire(s)	Villes de Jérémie et des Cayes
Pays	Haïti
Durée estimée de la mission	5 mois

II. Contexte et justification du besoin

1. Éléments d'information concernant le secteur concerné

Avec une population urbaine mondiale estimée à 54 % en 2014, et prévue à 60 % en 2030, l'urbanisation est un enjeu de développement crucial pris en compte par l'Agenda 2030 pour le développement durable, avec notamment l'objectif spécifique de rendre "les villes et les établissements humains" ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.

Le contexte urbain haïtien est en pleine transition d'une dominante rurale vers une dominante urbaine, avec une croissance des villes extrêmement rapide, tant en population qu'en surface. 57,3 % de la population totale habite désormais en ville, et 24 % vit dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP), qui connaît un accroissement extraordinaire. Sur 20 000 hectares de terres qui se sont urbanisées depuis le séisme de 2010 dans le pays, 75 % sont dans la ZMPP ; le département de l'Ouest concentrant 78 % des migrants internes.¹

Pour autant les enjeux d'urbanisation rapide concernent également d'autres communes du pays. Aux Cayes et à Jérémie, l'étalement urbain prend la forme de quartiers précaires sur des zones à risques (inondations, éboulements...) et sans sécurité foncière. Le séisme de 2010, et l'ouragan Matthew en 2016 ont mis en exergue les défis majeurs auxquels ses villes sont confrontées : manque de logements adéquats, d'équipements et de services urbains, taux de chômage élevé, problèmes fonciers, dégradation environnementale et insécurité croissante.

L'impact sur l'économie locale et les pertes de moyens de subsistance ont une conséquence directe sur les budgets des autorités locales, qui font face à d'importants problèmes de ressources propres. Outre des travaux structurants, il est prioritaire d'assurer une gouvernance urbaine de qualité permettant une planification stratégique tenant compte des risques

¹ Source: Own calculations based on World bank / World development indicators



potentiels et une application effective des outils, lois et règlements pour garantir un développement urbain territorial équilibré.

Fort de ces constats, le programme Urbayiti s'est engagé à appuyer et renforcer la maîtrise d'ouvrage communale des Cayes et de Jérémie.

2. Le programme Urbayiti

Le programme Urbayiti - Gouvernance urbaine et villes résilientes est un programme de l'Etat haïtien financé par l'Union européenne, co-financé par Expertise France visant à contribuer au développement économique et social d'Haïti et à la résilience des populations urbaines à travers l'amélioration de la gestion et de la qualité de vie des villes.

Les objectifs spécifiques du projet sont :

- OS1 - le renforcement de la gouvernance du secteur urbain, aux niveaux national et local : structuration légale et institutionnelle du secteur, renforcement de capacités des acteurs, participation effective des citoyens et citoyennes et de la société civile à la vie urbaine ;
- OS2 - le renforcement de la résilience des villes et des populations urbaines : l'amélioration de l'accès aux services de base, la réduction des vulnérabilités économiques et sociales et l'atténuation des risques naturels permettront d'atteindre ce deuxième objectif dans les zones ciblées (Port-au-Prince, Jérémie et Les Cayes).

Le programme renforce la gouvernance du secteur urbain en intervenant à trois échelles :

- Nationale pour des actions stratégiques, normatives et de développement des capacités;
- Métropolitaine ou départementale pour des actions stratégiques, de formation et d'études ;
- Locale pour la réalisation d'opérations d'aménagement et de renforcement des capacités (Port-au-Prince, Jérémie, Les Cayes).

Le programme Urbayiti appuie, simultanément, le Secrétariat technique du Comité interministériel à l'Aménagement du territoire (ST-CIAT) dans une démarche d'expérimentation et de réflexion visant à développer une politique nationale de la Ville ainsi que le Ministère des Travaux publics, des Transports et des Communications (MTPTC) à réformer le cadre réglementaire et à optimiser les outils existants , et de manière concertée le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales (MICT), les mairies de Port-au-Prince, des Cayes et Jérémie pour une meilleure gouvernance urbaine, tenant compte des questions environnementales et de la gestion de risques (déchets, mobilité, eaux).

Dans ce contexte, Expertise France met en œuvre la composante d'appui à la gestion urbaine au niveau local et à la réalisation d'opérations municipales en appui au MICT et aux mairies de Port-au-Prince, de Jérémie et des Cayes.

Ainsi, le MICT, dans le cadre du processus de décentralisation et pour renforcer les compétences des collectivités territoriales, met en place les programmes de modernisation des administrations communales (PMAC) et d'amélioration des finances municipales (PRAFIPUM). L'objectif est de renforcer les autorités locales, porteuses des projets de leur territoire, dans leur rôle de maîtrise d'ouvrage publique communale.



Les plus grands défis à relever dans le cadre du programme sont les suivants :

- **La maîtrise d'ouvrage.** Les communes passent de nombreux marchés mais en général pour des activités d'apaisement social ou l'organisation des fêtes patronales. Cependant les bonnes pratiques de maîtrise d'ouvrage sont peu fréquentes en matière de transparence et rigueur dans l'octroi, passation et suivi des marchés ainsi que gestion des réalisations. L'absence de fonds d'investissement a souvent limité l'exercice de cette compétence qui s'est ensuite souvent développée selon la compréhension des élus, en absence de contrôle rigoureux.
- **La gestion urbaine locale,** soit la capacité des acteurs locaux à gérer leurs territoires, est un enjeu central : planification urbaine, puis réglementation/plan de zonage, gestion quotidienne pour faire respecter cette réglementation (délivrance des permis de construire), et enfin maîtrise d'ouvrage municipale (mise en œuvre de projets, réalisation d'équipements) en répondant aux deux principales problématiques que sont le manque de : ressources financières et de compétences. La fragilité des équipes municipales et d'importantes contraintes dans les procédures des bailleurs limitent les opportunités de mettre en pratique l'objectif affirmé par tous de permettre aux Mairies d'être les principaux acteurs de leur développement.
- **Les aménagements urbains et opérations municipales** (construction d'équipements publics éducatifs, sanitaires, commerciaux, sportifs, aménagement d'espaces publics, réhabilitation et protection du patrimoine, etc.) sont des questions qui concernent différents secteurs, et donc différents acteurs (ministères/directions départementales, etc.). Les décisions d'investissement encore centralisées donnent lieu à des interventions isolées et déconnectées d'une vision locale d'ensemble. Les liens entre les différents acteurs doivent donc impérativement être renforcés, en particulier autour d'une meilleure connaissance des plans de développement locaux stratégiques et urbains pour une vision partagée et des interventions coordonnées. Le programme Urbayiti appuie l'élaboration de Plan d'Aménagement, d'Extension et d'Embellissement des villes (**PAEEV**) des Cayes et de Jérémie.

Dans le cadre de sa composante relative à la mise en œuvre d'opérations d'aménagement urbain, les mairies de Jérémie et des Cayes ont identifié, sur la base des PAEEV de manière participative et en cohérence avec les ressources disponibles, l'amélioration des conditions des marchés comme des projets prioritaires.

En appui aux mairies de Jérémie et des Cayes, Expertise France assurera la réalisation des opérations d'aménagement depuis l'élaboration des études techniques jusqu'à la réception définitive des ouvrages.

Expertise France souhaite réaliser les études socio-économiques pour la construction du marché relai II aux Cayes et la réhabilitation du marché du centre urbain de Jérémie.



Nature des travaux :

Nom de l'infrastructure	Commune	Ouvrages prévus	Superficie
Marché Jérémie	Jérémie	Travaux de réhabilitation et de reconstruction A. Zone du marché <ul style="list-style-type: none">• Parking pour voitures, moto et montures• Parc à bestiaux,• Halles de vente• Bloc administratif,• Blocs sanitaires• Voies de circulation,• Drainage, dalot, réservoir, système de récupération et de distribution d'eau B. Zone de lotissement à caractère commercial pour boutiques, dépôts, dortoires et voies de circulation pour camion C. Equipements <ul style="list-style-type: none">• Chambre froide• Abattoir	9 752 m ²
Marché relai II	Les Cayes	Nouvelle construction A. Zone du marché <ul style="list-style-type: none">• Parking pour voitures, moto et montures• Parc à bestiaux,• Halles de vente• Bloc administratif,• Blocs sanitaires• Voies de circulation,• Mur de clôture sécurisé non occultant et portails,• Drainage, dalot, réservoir, système de récupération et de distribution d'eau B. Zone de lotissement à caractère commercial pour boutiques, dépôts, dortoires et voies de circulation pour camion C. Equipements : <ul style="list-style-type: none">• Chambre froide• Abattoir	16 000 m ²

Ces deux marchés se présentent comme des espaces de vente de détail ou semi-grossistes, qui remplissent une fonction essentiellement de consommation. Ils sont achalandés de produits



alimentaires de base. Les produits agricoles y sont commercialisés mais en volume réduit. Une section de boucherie fonctionne quotidiennement. D'autres produits non alimentaires s'y trouvent comme les vêtements, les chaussures et les produits cosmétiques. Le fonctionnement est périodique avec un régime horaire de 8 à 12 heures.

Parmi les acteurs qui animent ces lieux, on retrouve : semi grossistes, des saras locales, des revendeurs, des détaillants et des bouchers. Deux catégories de transactions y sont effectuées : le semi-gros et le détail.

III. Description de la mission

1. Objectif général

L'objectif général de la mission est d'élaborer deux études socio-économiques pour la construction de deux marchés urbains à Jérémie et aux Cayes.

2. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de la mission sont d'analyser les aspects socio-économiques (opérateurs, usagers, mairies) des deux opérations de construction et de réhabilitation des marchés de Jérémie et des Cayes.

A ce titre, le prestataire devra se rendre aux marchés urbains de Jérémie et des Cayes pour conduire des enquêtes de terrain et notamment :

1. Identifier les acteurs clés (marchands, consommateurs finaux, acteurs en amont de la filière (producteurs, transporteurs, syndicats si existants ou organisation) autorités locales, société de gestion, etc.) liés aux activités commerciales ;
2. Recueillir les avis concernant la réhabilitation du marché de Jérémie et la construction du marché relai II des Cayes qui seront pris en compte pour le design du master plan
3. Qualifier et quantifier les types d'activités à développer (stockage—dépôts, vente—boutiques/stand, maison de transfert, séchage—glacis, transformation des produits—moulins, abattoirs, chambre froide...).

Pour la réalisation de l'étude, le prestataire devra :

1. Faire un état des lieux détaillé des infrastructures, des équipements et du fonctionnement de l'ensemble du marché urbain des deux sites afin de qualifier et quantifier la demande:
 - répartition des activités commerciales ;
 - équipements et services liés à ces activités ;
 - fonctionnalités et inconvénients ;
 - type de transport et besoin en stationnement liés à l'existence des activités de commerce ;
 - caractéristiques et utilisation des espaces voisins aux activités de commerce ;
 - appui aux mairies dans le processus de sensibilisation des acteurs concernés par les travaux de construction et de rénovation des marchés.



2. évaluer le degré d'acceptabilité sociale des infrastructures marchandes ;
3. identifier les attentes (services, équipements, structures, gestion, etc.) des usagers et des opérateurs.

3. Résultats à atteindre

Deux études socio-économiques seront réalisées pour la réhabilitation du marché de Jérémie et la construction du marché de relai II des Cayes comprenant :

- l'étude des besoins et estimation des flux ;
- l'étude d'acceptabilité sociale du marché ;
- l'étude pour le montage d'un plan de gestion ;
- l'évaluation financière des couts de l'infrastructure.

4. Activités et phasage

Méthodologie

Il est recommandé de prendre en compte les résultats des précédentes études du Secrétariat technique du Comité Interministériel à l'Aménagement du Territoire ([Bibliothèque numérique | CIAT](#)) ainsi que de travailler en étroite collaboration avec les mairies de Jérémie et des Cayes. Les informations générées par l'étude doivent être ventilées par genre et soutenues par des graphiques, diagrammes et cartographie lorsque cela est possible et nécessaire.

Les différents documents d'étude seront soumis à une évaluation technique par la cellule de mise en œuvre des activités du programme. Cette cellule est constituée d'un représentant des deux mairies, d'un représentant d'Expertise France et d'un représentant du MICT. De manière ad hoc pour les besoins du programme, la cellule sera renforcée par un représentant de l'ATLD de la Grande Anse et du Sud et aussi d'un représentant de la Direction départementale des travaux publics Sud et Grande Anse. Les livrables seront soumis à ladite cellule et dans un délai de 15 jours, la cellule se réunira pour l'analyse des documents et la validation technique.

Phase 1 : Préparation de la mission

Au démarrage de la mission, le prestataire s'appropriera de la bibliographie existante : rapports, documents analyses, documents stratégiques, PAAEV des villes de Jérémie et des Cayes. La bibliographie sera transmise par Expertise France dès la signature du contrat.

Un atelier de travail se tiendra entre le prestataire et les différentes parties prenantes impliquées : la cellule responsable de la mise en œuvre des activités des mairies des Cayes et de Jérémie (composée de représentants du MICT, des mairies concernées et d'Expertise France), le ministère de la Planification et de la Coopération externe, le ministère des Finances, le ministère des travaux publics, en vue du cadrage de la mission.

L'objectif de cet atelier sera de :

- préciser la méthodologie et l'approche qui seront utilisées pour l'atteinte des résultats en lien avec les termes de référence fixés et les enjeux et normes de régularisation des infrastructures de marché et la gouvernance des collectivités territoriales en lien avec la gestion des équipements collectifs



- capitaliser sur les expériences et les bonnes pratiques de construction de marché urbains et de gestion/gouvernance de marché.

Un second atelier de travail sera réalisé avec les services concernés au niveau des départements du Sud et de la Grande-Anse, les mairies des Cayes, de Jérémie, les ATLDs pour préciser et adapter la méthodologie et l'approche qui seront utilisées pour l'atteinte des résultats en lien avec les termes de référence fixés et produire un calendrier d'exécution détaillé.

Livrables :

- Présentation de la méthodologie pour la tenue des ateliers ;
- Note de cadrage précisant la méthodologie et le planning de la mission contenant une analyse des facteurs clés de succès de la mission et des points d'attention ;
- Rapports des ateliers de cadrage.

Durée estimée : 10 jours.

Phase 2 : Réalisation de la mission

Dans le cadre de sa mission, le prestataire travaillera avec les référents d'Urbayiti au sein des mairies, les responsables des services concernés par la maîtrise d'ouvrage, les représentants d'Expertise France. Seront associés les représentants des institutions parties prenantes

Activité 1 : Etude des besoins et estimation des flux

Objectif : Déterminer les attentes des utilisateurs du marché ainsi que les flux de marchandises, dans le but d'un dimensionnement adéquat des infrastructures du marché.

Une identification et une estimation de l'effectif des catégories d'opérateurs présents sur les marchés au cours de l'année seront effectuées. Pour cela, le prestataire conduira une enquête de dénombrement pour chercher à identifier :

- le nombre de vendeurs sur le site (emprise officielle du marché) ;
- le nombre de vendeurs sur les voiries adjacentes lorsqu'ils font partie du marché officiel.

La fiche d'enquête comprendra, a minima, les indications suivantes à collecter :

- nombre de vendeurs
- types d'opérateurs
- genre
- type d'installation de vente : boutique, hangar, étal, vente au sol
- produit vendu : établir une liste des produits et les quantités vendues et les rassembler en quelques grandes catégories
- catégorie d'activité : grossiste, détaillant, sara-locale
- zone exacte de l'installation : secteur, allée, etc.
- tout détail pertinent sur l'installation : ouverte, vide, fermée

Il est proposé au prestataire sur la base de la fiche d'enquête et sur la base de plans à main levée d'établir zone par zone et secteur par secteur au cours d'un travail approfondi de repérage des zones du marché avant le démarrage de l'enquête dénombrement proprement dite. Si le



prestataire souhaite développer une autre méthodologie, celle-ci devra être explicitée en détail dans l'offre technique.

Lors de cette activité, le prestataire procèdera également à des enquêtes qualitatives et des repérages de terrain pour :

- la caractérisation des services prioritaires et auxiliaires ;
- l'identification des flux de marchandises et des périodes d'abondance ;
- une analyse du mode de fonctionnement des marchés : organisation, clientèle, rythmes, mode logistique d'approvisionnement, organisation du transport inter urbain ou urbain à proximité, desserte, parkings, souhaits des vendeurs, préoccupations émises, etc.

Le prestataire prendra en compte la question du traitement et de la gestion des déchets générés par le marché. Il serait ici question de recevoir les attentes des utilisateurs pour le traitement des déchets, voire leur réutilisation dans le cycle de production (valorisation).

La durée de cette étape (enquête, synthèse et soumission de rapport) ne devra pas excéder deux mois. Cette étude sur les flux de production permettra d'identifier et recenser tous les acteurs intervenant dans le marché urbain de Jérémie et des Cayes (nom, âge, sexe, zone de provenance, produits vendus, jours de présence, produits achetés, etc.). La mission se déroulera dans les villes de Jérémie et des Cayes. Le prestataire travaillera de manière rapprochée avec les services des marchés et des responsables par marché qui connaissent très bien leur secteur.

Il est vivement recommandé au prestataire pour cette phase d'utiliser les ressources locales pour les enquêtes auprès des opérateurs pour permettre un meilleur ancrage territorial.

Livrables :

- Rapport d'étude
- Fiche et méthodologie d'enquête pour **l'étude des besoins et estimation des flux**
- Base de données produite

Durée estimée : 120 jours

Activité 2 : Etude sociale du marché

Objectif : Déterminer l'acceptabilité sociale du marché

Une étude sociale du marché sera réalisée sur la base de sondages, enquêtes et consultations communautaires autour de la fonction remplie par les marchés existants. Il s'agira de collecter les informations liées à :

- l'estimation de la population ayant un accès aux marchés ;
- l'analyse de la demande et les interrelations avec les systèmes de distribution informels ;
- un montage, préfiguration et création d'un comité du marché ;
- l'identification des problèmes actuels des marchands et des usagers ;
- l'évaluation socioéconomique des bénéfices et investigation sur la disposition à payer pour les services



- l'identification des attentes (services, équipements, structures, gestion, etc.) des usagers et des besoins spécifiques éventuels (par exemple espace dédié aux femmes)
- l'identification des besoins intrinsèques du marché
- enjeux liés au transport et accès aux marchés : efficience des transports dans l'approvisionnement de la ville, analyser les flux et connaître la politique publique de transport urbain mais aussi régional si existante.

Livrables :

- Fiche d'enquête **Etude sociale du marché**
- Rapport d'étude **Etude sociale du marché**

Durée estimée : 21 jours.

Activité 3 : Plan de gestion

La gouvernance et la gestion des marchés doit faire l'objet d'une étude spécifique au même titre que l'étude technique et architecturale. **Le marché est un bien public qui est géré au nom et pour la collectivité.** Le mode de gestion préconisé dans les marchés couvre les aspects d'organisation de l'espace, la fourniture satisfaisante des services, l'efficacité de la perception.

Les sources de revenus du marché sont multiples : subventions de l'Etat (pas systématique), redevances payées par les utilisateurs. Les catégories de redevances préconisées dans les marchés publics sont les suivantes :

La redevance journalière désigne généralement la perception imposée aux commerçants ambulants sans assignation de place. Le montant est fixé par les autorités administratives en concertation avec les acteurs ;

La redevance d'emplacement donne droit à l'utilisation journalière ou hebdomadaire d'un emplacement donné. **Le ticket de parking** destiné aux camionneurs, leur donnant droit à stationner. **La redevance de location** donnant droit à l'occupation mensuelle, trimestrielle ou annuelle des hangars ou des dépôts-magasins. Ce type de redevance dépend de la surface occupée.

Objectif : Proposer un modèle de gestion susceptible de garantir une exploitation durable de l'espace du marché. Ce plan de gestion comprendra :

- la réalisation d'une analyse multicritère des modes de gestion
- l'identification du rôle du comité du marché
- le choix d'un système de gestion économiquement viable, socialement acceptable et durable
- l'évaluation financière du mode de gestion choisi
- l'élaboration d'un règlement de fonctionnement du marché
- l'élaboration de mécanismes de suivi annuel ou biennuel.



Pour cette activité proposition d'un modèle de gestion, le prestataire devra préciser les aspects : recettes, taxation, fiscalité et redevances. Selon le mode de gestion choisi, les recettes perçues doivent permettre de financer l'essentiel des charges d'exploitation (nettoyage, gardiennage, équipe de gestion) ainsi que les frais de réparation ou de gros entretien.

A cela, devraient s'ajouter les assurances incendies et les montants d'amortissement des investissements. En tout état de cause, les droits doivent être :

- réalistes et raisonnables (tenant compte des coûts de service et de maintenance et en phase avec la capacité de paiement des commerçants) ;
- établis sur une base logique telle que la superficie ou la surface de vente ;
- évolutifs pour tenir compte de l'évolution des prix.

Pour cette activité, le prestataire favorisera un processus de concertation avec les commerçants et usagers du marché au risque de rencontrer des difficultés de recouvrement des droits de place et des taxes liées aux activités.

Autres enjeux : la régulation doit inclure les questions de prix, de qualité, et de sécurité (sanitaire et physique).

Gestion du site

Le prestataire de manière participative en lien avec les opérateurs produira un ensemble de règles pour assurer une bonne exploitation et l'utilisation efficace de l'espace. Ces derniers doivent être clairs, concis, rédigés dans un langage simple, intelligible et accessible à tous. La gestion de l'espace du marché vise à :

- Garantir l'intégrité de l'espace (notamment en combattant la « squatterisation
- Contrôler la densité des commerçants au niveau des hangars (vente de places).
- Un bon contrôle du système d'enregistrement et de facturation des vendeurs est.
- Un espace doléance peut être envisagé pour avoir des retours de satisfaction sur la qualité des services offerts.
- Garantir la sécurité du marché (aux heures de fonctionnement et à la fermeture du marché)
- Promouvoir la sûreté des utilisateurs (circulation des véhicules, risques divers)
- La définition d'un règlement d'exploitation du marché qui sera communiqué dans un langage simple à tous les utilisateurs. Il faut penser à y inclure un plan de circulation intérieure, les horaires de fonctionnement, les consignes de sécurité
- Un plan d'assainissement englobant le nettoyage (fréquence et type), la gestion des déchets (système de collecte et d'évacuation, avec horaire spécifique), l'entretien des blocs sanitaires
- Un plan de ressources humaines et de renforcement des capacités
- Un plan de communication et de sensibilisation de la communauté qui vise une meilleure fonctionnalité des services

Livrables : Plan de gestion

Durée estimée : 60 jours

Activité 4 Evaluation financière (estimation du coût de construction ou réhabilitation, source de financement, rentabilité financière et économique)



Le prestataire produira pour les mairies l'évaluation financière des infrastructures de marché. Cet outil permettra non seulement de calculer la rentabilité financière et économique des infrastructures construites mais aussi d'assurer le suivi-évaluation des opérations.

Livrables :

- Tableau pour le calcul de la rentabilité financière de l'infrastructure
- Une analyse-coût bénéfice

Durée estimée : 15 jours

IV. Calendrier des livrables

Livrables
Livrables Poste 1 : <ul style="list-style-type: none">- Présentation de la méthodologie pour la tenue des ateliers ;- Note de cadrage précisant la méthodologie et le planning de la mission contenant une analyse des facteurs clés de succès de la mission et des points d'attention ;- Rapports des ateliers de cadrage
Livrables Poste 2 :
Activité 1 <ul style="list-style-type: none">- Rapport d'étude- Fiche et méthodologie d'enquête- Base de données
Activité 2 <ul style="list-style-type: none">- Fiche d'enquête- Rapport d'étude d'acceptabilité sociale
Activité 3 <ul style="list-style-type: none">- Plan de gestion
Activité 4 <ul style="list-style-type: none">- Tableau pour le calcul de la rentabilité financière de l'infrastructure- Analyse-cout bénéfice

V. Lieu et durée de la mission

Lieu : La prestation sera réalisée à Jérémie et aux Cayes et sur le lieu de résidence du prestataire.

Durée estimée de la mission : 5 mois



VI. Expertises et profils demandés

Le prestataire affectera aux études le personnel qu'il estimera nécessaire. Toutefois, l'équipe prévue dans son offre pour la phase « Études » devra être constituée d'au moins :

- un sociologue/ethnographe, chef d'équipe, qui aura la responsabilité globale de la consultation et de la coordination de l'équipe pour cette phase. Il sera chargé de l'analyse des dynamiques sociales au sein de la zone d'étude et responsable des enquêtes. Il doit détenir un diplôme en sociologie; une expérience professionnelle générale d'au moins cinq (5) ans et une pratique spécifique d'au moins trois (3) ans dans la conduite d'enquêtes de terrain ; Une expérience justifiable dans le milieu haïtien, de préférence dans les zones de province et une bonne connaissance des pratiques socio-culturelles et religieuses liées aux équipements marchands ainsi qu'une capacité démontrée de synthèse et de rédaction sont des atouts.
- un agronome détenant un diplôme en agronomie avec une spécialité en économie et développement local avec une expérience générale de cinq (5) ans en développement local, notamment sur les stratégies de construction des dynamiques productives locales, et les équipements marchands ; une capacité démontrée de synthèse, d'analyse et de rédaction en français.

La maîtrise du créole haïtien est obligatoire.



ANNEXE

Annexe 1 – Format de présentation des profils d'expertise

CURRICULUM VITAE

Rôle proposé dans le projet :

1. Nom de famille:
2. Prénoms:
3. Date de naissance:
4. Nationalité:
5. Etat civil:
6. Formation :

Institution (Date de – Date à)	Diplôme(s) / Certificats obtenus

7. Compétences linguistiques: (1 – excellent; 5 – basique)

Langue	Lu	Parlé	Ecrit

8. Adhésion à des corps professionnels:
9. Autres compétences:
10. Situation présente:
11. Ancienneté auprès de l'employeur:
12. Qualifications principales (pertinentes pour le projet):

13. Expérience spécifique dans la région:

Pays	Date début – Date fin



14. Expérience professionnelle

Dates début et fin	Lieu	Employeur et personne de référence (nom & coordonnées)	Poste	Description
				■
				■
				■
				■
				■

15. Autres informations pertinentes (p. ex. références de publication)